

CHAPITRE II : ANALYSE DE L'IMPORTANCE SOCIO-ENVIRONNEMENTALE ET ECONOMIQUE DU PROJET

Un projet est considéré comme important s'il répond aux besoins locaux mentionnés dans le PCD et le PRD et à la modification des conditions de vie de la population concernée.

Les programmes de développement local reflètent des microréalisations vers le financement direct de l'aménagement du territoire et l'accès aux besoins fondamentaux. Les programmes en cours contribuent ainsi à l'amélioration des conditions sociales, environnementales et économiques de la population rurale en finançant des infrastructures publiques de proximité.

Dans ce chapitre, nous développons les différents apports du projet sur le plan social, environnemental et économique.

Section I -L'APPORT SOCIO-ENVIRONNEMENTAL DU PROJET

D'après les activités exercées, le programme de cet organisme de développement va apporter une modification strictement sur le plan social en finançant les communes suivant leurs besoins. Or, ceci ne fait pas disparaître totalement la pauvreté de la population de la région. Bien que la pauvreté reste préoccupante dans la région, une légère amélioration a été constatée durant la réalisation des projets communautaires du FID.

En effet, le taux de pauvreté s'améliore. Le taux de mortalité infantile a également baissé, suite à la construction et la réhabilitation des infrastructures sanitaire (CSB). Le taux de scolarisation s'est amélioré grâce à la construction des infrastructures scolaires (EPP, CEG, Lycée).

En matière d'accès à l'eau potable, la réalisation des diverses actions tendent à l'amélioration du cadre institutionnel. Le renforcement des capacités techniques dans le secteur et la mise en place d'infrastructures et des systèmes d'approvisionnements en eau potable contribuent à l'amélioration du taux d'accès de la population à l'eau potable.

Dans le domaine du développement social, la formation des responsables et techniques en planification a permis d'améliorer la planification genre et développement. Pour montrer l'importance de ce projet auprès des bénéficiaires, les aspects suivants sont mis en exergue : la contribution au développement, les effets directs et les effets induits des sous projets au niveau des bénéficiaires.

§1-L'amélioration de la condition de vie

Le développement local a une influence directe sur la vie économique et sociale de la population concernée. La condition de vie de la population est le meilleur signe du développement local car elle regroupe tous les autres indicateurs de développement.

Les problèmes socio-économiques liés au développement rural sont la santé, l'éducation, l'eau potable, l'électrification (matériel, infrastructure et ressources humaines) et les sources de revenus. Cependant, un effort est constaté pour réduire l'enclavement et satisfaire les besoins sociaux de la population.

Pour attribuer à un niveau suffisant, le FID intervient dans plusieurs domaines, par exemple l'implantation des infrastructures rurales pour le développement comme ceux avec le programme d'adduction d'eau potable et bâtiments pour la santé, éducation, réhabilitation des pistes rurales. Après les activités déjà réalisées, on voit des importantes modifications sur la condition de vie de la population surtout en milieu rural, par exemple au niveau des revenus, l'accès aux besoins essentiels et la vulnérabilité économique.

A. Effet sur le revenu de la population

Le programme « protection sociale » procure des revenus et moyen de subsistance contre travail aux personnes démunies pendant la période de soudure. Ce revenu permet d'acheter des biens de subsistances et des biens d'équipement pour l'activité agricole ou d'autres activités.

Ce programme « appui à la production » crée des emplois temporaires grâce à l'installation des unités de productions.

B. Quelques indicateurs de l'amélioration de la vie

La réalisation de ce projet a amélioré l'environnement de la production et le cadre de vie de la population. Voici quelques indicateurs :

- ~ Installation des nouveaux investisseurs temporaire pendant la saison de la récolte ;
- ~ Installation des commerçants, des entreprises productrices des biens et des services ;
- ~ Amélioration de l'état sanitaire de la population ;
- ~ Augmentation de valeur des patrimoines fonciers et immobiliers ;
- ~ Amélioration de la sécurité publique ;
- ~ Disparition des mauvaises odeurs, des marais et des buissons ;
- ~ Abondance de l'offre et de la demande des biens et services ;
- ~ Protection des sols par les canalisations.

Enfin, on peut dire que ceci rassemble les impacts de ce projet car en satisfaisant tous les types de besoins fondamentaux de la population mentionnés dans ce programme on atteint la meilleure condition de vie.

§2-Dans le domaine éducatif

L'éducation appartient aux programmes financés par le FID. Cet axe vise le renforcement de l'éducation et de la formation, et comporte quatre volets : le renforcement de l'éducation primaire, le renforcement de l'alphabétisation fonctionnelle, l'amélioration de l'enseignement originel, le renforcement de la scolarisation.

A. Contexte général

Généralement, l'aspect social reflète exactement l'aspect économique. Une interdépendance des deux aspects est significative. Le développement des ressources humaines à l'intérieur d'un pays favorise la croissance économique. En d'autres termes, la mise en valeur des ressources humaines est l'une des bases structurelles de l'économie. Elle contribue directement à l'augmentation du revenu des paysans en améliorant la qualification et la capacité productive. La corrélation positive entre le niveau d'instruction des travailleurs et la rentabilité des investissements est effective. La diffusion de la technologie liée à la croissance moderne n'est possible que s'il existe un potentiel plus élevé d'apprentissage. Alors, ceci montre à quel point l'éducation est indispensable au processus de développement et que l'éducation est un puissant catalyseur de la croissance, car elle permet de réaliser des gains d'efficacité et de productivité.

B. Les effets directs

Dans ce cas, le FID intervient dans l'amélioration du système éducatif par le financement de la mise en place des infrastructures scolaires, des équipements et des diverses formations. On sait que l'éducation est considérée comme l'un des facteurs de base du développement socio-économique. Sans la connaissance, on ne peut pas avoir des techniques et des progrès.

Dans le domaine de l'éducation, les résultats sont nettement améliorés, les nombres des enfants entrés à l'école augmentent progressivement. Mais là encore, le taux d'alphabétisation reste très différent en milieu urbain et en milieu rural. La mise en œuvre du programme gouvernemental « Education pour tous » et l'intervention du FID rend le système éducatif de plus en plus efficace. Le tableau infra montre l'efficacité du système éducatif :

Tableau n° XII : Les indicateurs faisant ressortir l'efficacité du système éducatif dans la région. Année 2007/2008

Rubrique	Niveau I		Niveau II		Niveau III	
	public	privé	public	privé	public	privé
Effectifs Elèves	204 439	65 522	37 992	14 087	5 472	5 282
Nombre d'établissements	1 004	499	87	65	15	19
Nombre total des enseignants	1 977	1 567	670	582	215	324
Nombre de salles	4 150	1 560	663	350	137	151
Ratio élève/maître	49	42	33	24	20	16
Ratio élève/salle	49	42	57	40	40	35
Taux brut de Scolarisation	143,25		39,03		11,31	
Taux d'accès	169,93		39,24		13,42	
Taux d'achèvement	69,99		23,35		7,50	

Source : DREN Haute Matsiatra 2008

D'après ce tableau, on peut voir l'efficacité de l'intervention à partir des indicateurs par exemple : le ratio élève/salle dont la moyenne varie entre 45 à 50 élèves/salles.

Le taux de scolarisation dans la région est assez élevé au cours de l'année scolaire 2007/2008. De l'entrée tardive dans le système éducatif d'une part, et du niveau élevé du redoublement d'autre part, découle une rétention anormale dans le cycle primaire caractérisée par le taux Brut de Scolarisation (TBS) dépassant le 100%. Le taux de scolarisation diminue au fur et à mesure que le niveau d'étude s'élève. Au niveau de l'enseignement secondaire, celui-ci diminue davantage du fait de l'arrêt de la scolarité.

L'abandon scolaire constitue une des causes de déperdition scolaire. Contrairement au redoublement scolaire qui allonge la durée de scolarité, il a un effet inverse. Selon l'enquête effectuée par INSTAT¹, cinq catégories de raisons d'abandon ont été identifiées :

¹ INSTAT, « Tableau de board Fianarantsoa », 2003, p. 31

- les raisons dépendant de l'enfant lui-même : l'enfant veut se marier, veut travailler, ou est atteint de l'infirmité physique etc.
- les raisons issues des parents : les enfants doivent travailler ou aider leurs parents ; les études sont improductives pour les parents.
- les raisons financières.
- les causes dépendant de l'offre : école fermée, manque d'enseignants, école éloignée, capacité d'accueil limitée, inexistence et insuffisance des infrastructures scolaires.
- les autres raisons.

Dans le milieu rural, l'insuffisance de l'offre et l'insuffisance des infrastructures sont considérées comme causes principales de l'abandon scolaire. Par exemple : les élèves finissent la classe primaire mais il n'y a pas de CEG dans leur commune.

Une population alphabétisée a beaucoup plus de chance de se développer dans la mesure où elle peut avoir accès à toutes informations nécessaires à son insertion économique laquelle constitue un facteur important de son développement. Ne sont pas déclarés analphabètes, ceux qui savent lire et faire un petit calcul, ceux qui ont été scolarisés de quatre ans et plus. Le taux est très faible, de l'ordre de 46.6% dans la zone rurale. Cet indicateur montre que plus de 60% des habitants en milieu rural sont analphabètes. Alors, on doit renforcer l'éducation en milieu rural car on peut conclure que de telle situation, pour les paysans, rend difficile la mise en œuvre des approches menées, donc du suivi du processus de développement par les intervenants en milieu rural.

D'après ce qui précède, l'existence du FID nous apporte déjà une modification et nous voyons que cette politique est vraiment efficace. Nous savons que la faiblesse de connaissance constitue un obstacle au développement de cette région. Alors, ce programme est essentiel pour faire face à des contraintes socio-économiques de la région. Pour montrer clairement cette efficacité, nous allons voir l'importance de ce programme par ses impacts à long terme c'est-à-dire les effets induits.

C. Les effets induits

Pour montrer ces effets, il importe de procéder à l'analyse de l'amélioration du système éducatif ciblant ses efficacités externes. Elles s'intéressent à l'influence de l'éducation reçue dans les établissements de formation pour mener à la vie au sein de la société. Ces effets sont de deux ordres :

- ~ Economiques dans un sens étroit ;
- ~ Sociaux dans une conception plus large, et peuvent être lus à travers deux dimensions complémentaires : individuelle d'une part, collective d'autre part.

Le croisement de ces deux perspectives offre les différents impacts cités ci-après :

- ~ Les modifications des comportements qui sont considérés comme la première étape du développement ;
- ~ Evolution démographique (croissance démographique, ratio de dépendance démographique,.....) ;
- ~ Etat sanitaire de la population (espérance de vie, couverture vaccinale, taux de mortalité,....) ;
- ~ Choix public ;
- ~ Participation individuelle au marché de travail et au développement ;
- ~ Modification des productivités ;
- ~ Amélioration du revenu individuel ;
- ~ Croissance économique et évolution des inégalités.

Dans cette étude, nous nous restreignons à la dimension économique de l'efficacité externe de l'éducation.

L'analyse des effets individuels de l'éducation dans la sphère économique s'est souvent attachée à l'étude des différentiels interindividuels de gains qui résulteraient de compensations salariales pour différents niveaux de dotation en capital humain selon les travailleurs.

Ainsi, la théorie traditionnelle du capital humain (Mincer, 1974 ; Becker, 1975) a-t-elle eu une implication importante pour les pays pauvres parce qu'elle donne une interprétation des différences de revenus entre individus sur le marché du travail. Le modèle de gains de Mincer relevait directement de l'hypothèse établie par la théorie selon laquelle les individus sont rémunérés à leur productivité marginale. Dès lors, il apparaissait clairement que les efforts d'investissement en éducation sont à la base de la répartition des revenus.

La théorie traditionnelle en vient en effet à considérer que les différentiels de salaires entre les individus ne sont dus qu'à des différences entre eux de niveau d'éducation, puisque le marché égalise le revenu d'individus à niveau de formation égal¹.

Les politiques éducatives peuvent contribuer à réduire la pauvreté en augmentant les revenus du travail des travailleurs les mieux éduqués. Dans une telle situation, il est utile de connaître les rendements de l'éducation pour les individus de différents niveaux de vie. Si les rendements de l'éducation sont élevés pour les pauvres, combattre la pauvreté par le biais de politiques visant à favoriser l'égalité des chances d'accès à l'école est une politique appropriée. Au contraire, si l'investissement éducatif bénéficie essentiellement aux plus riches, alors améliorer l'accès au système d'éducation peut permettre une croissance soutenue mais risque aussi d'accroître l'inégalité dans la répartition des revenus sans réduire d'ailleurs l'incidence de la pauvreté.

En effet, on peut montrer par des différentes études l'efficacité externe de l'éducation. L'éducation peut avoir un impact différencié sur la rémunération du travail selon l'appartenance sectoriel et le type d'emploi des individus, elle est également un déterminant des choix individuels en amont, à savoir, au moment où s'effectue la décision de s'insérer sur le marché du travail et en particulier dans un secteur plutôt qu'un autre. Il est ainsi couramment reconnu que des caractéristiques individuelles observables (comme le capital humain), mais aussi inobservables des individus, influent à la fois sur ces décisions de participation et sur le niveau de gains individuels.

Alors, l'amélioration du système éducatif nous permet d'accroître la participation de toute la population dans le processus de développement de la région par ses connaissances acquis.

§3-Dans le domaine sanitaire

Dans ce domaine, le programme vise à renforcer la couverture sanitaire en mettant à la disposition de la population des services de santé de base, à réduire la morbidité et la mortalité des enfants de moins de 5 ans ainsi que la mortalité néonatale et la mortalité maternelle, à renforcer la maîtrise de la fécondité, à renforcer l'action sociale et la mise en place d'un environnement favorable à la santé.

¹ Elsa DURET et Al, « La Dimension économique de l'efficacité externe de l'éducation en Afrique de l'Ouest », Cornell/ CREA/ INRA/ Ministère de l'éducation du Sénégal, Dakar, Nov. 2005, p 02

A. Analyse des données

Actuellement, dans le domaine de la santé, le taux d'incidence au terme de maladie est réduit. Environ 4 malades sur 10 se rendent dans les établissements sanitaires obtenir des soins.

Parmi ceux qui ne vont pas en consultation, la moitié considère que la maladie n'est pas grave, l'autre considère que l'établissement sanitaire est trop loin, cette dernière raison étant principalement invoquée en milieu rural. C'est pour cela que le FID intervient par le financement des infrastructures sanitaires.

Au plan de la couverture vaccinale, celle-ci s'est améliorée durant le terme du projet. Le taux de vaccination complète passant de 36% en 2003 à 63,4% en 2006. Ainsi, le taux de consultation prénatale se situe actuellement à 80% en générale (78,6% en milieu rurale contre 91% dans les grands centres urbains). Il est en outre intéressant de noter qu'environ 6 personnes de 15 ans et plus sur 10 possèdent une connaissance sur le planning familial et que là encore la connaissance évolue considérablement que l'on se place en milieu rural (57%) ou dans les grands centres urbains (88,4%). Mais malgré cette perception, 15% de ce groupe d'âge seulement consultent le planning familial, le taux le plus faible se trouvant parmi les 15-20 ans (4,3%). Le taux d'utilisation est particulièrement bas dans les zones rurales (13% contre 25% en milieu urbain)¹. L'insuffisance de centre sanitaire constitue un obstacle au développement dans les zones enclavées. Alors, on voit que l'existence du projet apporte une influence sur les indicateurs sanitaires car ceci améliore la santé publique et la longévité des pauvres.

Ceci permet d'évaluer deux analyses suivant le temps. D'une part, les indicateurs nous permettent de voir l'évolution sociale mais d'autre part, l'évolution de ces indicateurs prédit une croissance future de l'économie de la région.

B. La contribution de la santé au développement

L'amélioration de la santé locale est un des objectifs de notre projet. Alors, il agit sur la modification des différents indicateurs à travers la mise en place des infrastructures et équipement sociaux (le CSB).

La contribution de la santé au développement socio-économique de la région signifie alors que notre projet a une importance dans le domaine socio-économique.

¹ Plan Régional de Développement de la Région Haute Matsiatra 2005, Annexes 7, SSD Fianarantsoa I ; SSD Fianarantsoa II ; SSD Ambalavao ; SSD Ambohimahasoia ; SSD Ikalamavony

D'après la commission macro-économique et santé (CMS), l'amélioration de la santé et de la longévité des pauvres est une fin en soi et un but fondamental du développement économique¹. Pour expliquer la contribution de la santé au développement, on va voir les effets attendus de l'amélioration du système sanitaire.

1. La planification familiale

Dans son ouvrage intitulé « Essai sur le principe de la population » Thomas Robert Malthus soutient sa thèse selon laquelle la croissance de la population finira par exercer une pression insoutenable sur les moyens de subsistances et provoquera un appauvrissement généralisé². Alors, dans ce contexte, pour éviter le pire, il faut exercer une contrainte sur le comportement des ménages en matière de procréation par le contrôle de naissance.

La mise en place d'un CSB en milieu local permet d'améliorer les systèmes sanitaires dans chaque commune surtout en milieu rural tel que la planification familiale. Un certain nombre de réponses ont mis l'accent sur l'importance fondamentale de la planification familiale pour le développement socio-économique en soulignant qu'elle n'intéresse non seulement la santé de la mère et de l'enfant mais aussi la santé et le bien être de la famille et de la collectivité. Si elle n'est pas contrôlée, l'accroissement démographique risque de mettre la région dans l'impossibilité de faire face à ses besoins en nourriture, logement, école, service de santé et d'annuler les bienfaits du développement socio-économique.

Or, c'est surtout dans les zones très enclavées, dans les communes rurales, que l'absence du planning familial peut faire obstacle au développement socio-économique. L'amélioration du service de la santé joue des rôles essentiels :

D'une part, elle améliore la santé des mères et de l'enfant et d'autre part, les conséquences socio-économiques d'une réduction de la taille de la population, d'un ralentissement de l'accroissement démographique et d'une modification de la structure de la population.

Mais n'oublions pas que la croissance démographique n'est ni l'un des éléments, ni l'une des manifestations du développement, la diminution du taux de croissance démographique ne

¹ RAPPORT DE LA CMS, « L'Investissement dans la santé pour le développement socio-économique de l'Afrique », décembre 2001

² Roland MODONGY, Cours ECONOMIE DE DEVELOPPEMENT 3^{ème} Année, 2006, Université de TOAMASINA

contribue pas par elle-même au développement si elle ne s'accompagne pas des mesures destinées à améliorer la production. Alors ceci montre l'importance de l'intervention du FID.

2. La santé proprement dite

L'action de la santé est indissociable au développement socio-économique. Tout secteur de l'économie a une composante sanitaire d'une importance telle qu'on ne saurait en faire abstraction lorsqu'il s'agit d'opérer des transformations socio-économiques de quelque importance. Il y a nécessairement interaction entre la composante sanitaire et les autres composantes du système. La santé influe sur les circonstances socio-économiques, comme elle est influencée par elles, tantôt favorablement, tantôt défavorablement.

Cependant il est commode de considérer le secteur sanitaire et les autres secteurs de l'économie comme des entités distinctes et de s'intéresser surtout à la contribution des programmes de santé au développement, en négligeant celle des programmes de développement à la santé.

La protection de la santé étant fondamentalement un service social, les programmes sanitaires trouvent le plus souvent une justification suffisante dans le fait qu'ils aident à satisfaire des besoins essentiels de l'homme sans qu'on ait à se référer à des critères économiques, sauf pour s'assurer qu'ils sont financièrement réalisables et qu'ils représentent un investissement utile pour l'avenir.

Quelque soit le stade de développement, la santé joue un rôle important dans le développement et a des caractéristiques et des aspirations communes.

Les experts économiques comprennent de mieux en mieux que la productivité nationale par habitant ou le produit national brut (PNB) n'est pas une mesure suffisante du développement d'une collectivité.

En effet, aucun étalon purement économique ne peut permettre d'apprécier l'évolution du niveau de vie ou du bien être de la population ; bien au contraire, des mesures visant à améliorer la condition de vie peuvent entraîner une limite de la productivité.

On peut prouver que le programme de santé contribue totalement au développement. Voici quelques arguments pour le montrer :

-La maladie présente un lourd fardeau pour l'individu et la famille et se traduit par une réduction de la capacité productive. Aussi est-il nécessaire de consacrer des ressources

importantes au traitement précoce des malades afin de redonner rapidement à ceux-ci leur pleine capacité de produire.

-Il est indiscutable que la mesure de prévention spécifique réduise sensiblement la mortalité et la morbidité, même si, certains l'ont fait remarquer, il est difficile de mesurer ces avantages.

D'autres participants cherchent à déterminer dans quelles mesures il serait possible d'avoir recours à l'analyse du système pour mettre en évidence des diverses répercussions de ces programmes sur le développement économique. En effet, la santé entraîne :

- ~ Accroissement de la production grâce à l'augmentation du nombre des heures de travail dans l'agriculture et dans l'industrie et à l'amélioration de la productivité des travailleurs;
- ~ Répercussions sur les facteurs matériels de production ;
- ~ Répercussions sur le taux de fréquentation scolaire ;
- ~ Augmentation de la productivité des individus ;
- ~ Accroissement des incitations socio- culturelles favorisant le progrès économique ;
- ~ Accroissement de la confiance de la population en l'avenir ;
- ~ Amélioration des installations touristiques ;
- ~ Augmentation du rendement du prestataire sanitaire dans la mesure où la population est plus disposée à utiliser les services qui lui sont offerts.

§4-La dotation en eau potable

L'eau est une ressource vitale qui doit être considérée comme patrimoine commun. L'accès à l'eau potable est un droit fondamental. A Madagascar, 80% de la population environ vivent en milieu rural et l'accès à l'eau potable reste encore préoccupant ; moins de 12% de la population rurale y ont accès en 2004. En milieu rural, l'eau utilisée provient soit de l'eau de pluie, soit des puits non équipés, soit des puits équipés, soit des rivières ou l'eau de sources mais la majorité utilise l'eau des rivières. Or, ce taux nous indique que l'intervention en termes d'accès à l'eau potable est encore essentielle surtout en milieu rural. Pour cela, le FID a introduit l'adduction d'eau potable dans son programme.

En milieu rural, les collectivités sont privées d'eaux potables et saines et sont ainsi exposées directement à toutes sortes de maladies transmissibles. En effet, les coûts économiques engendrés sont composés par la diminution de la productivité des individus dans les travaux de champ mais aussi de l'augmentation des dépenses de traitement. Les impacts de ce projet sont donc importants mais difficilement quantifiables étant donné que les relations de cause à effet entre la mauvaise qualité de l'eau et les maladies sont encore ambiguës. D'après notre enquête, 41,12% de la population de la région ont accès à l'eau potable en 2007 (65,92% en milieu urbain et 35,46% en milieu rural) et que le taux est très faible dans le district d'Ambalavao et d'Ikalamavony.

Tableau n° XIII : Proportion de la population desservie en eau potable en 2007

SECTEUR	Population Totale	Population desservie	Taux de desserte
URBAIN	229 567	151 320	65,92%
RURAL	1 005 911	356 730	35,46%
HAUTE MATSIATRA	1 235 478	508 050	41,12%

Source : DIR DE L'EAU Fianarantsoa 2008

D'après ce tableau, on constate que l'accès à l'eau potable n'atteint même la moitié de la population de la région et que la proportion est encore faible en milieu rural par rapport au milieu urbain.

En milieu rural, la variation du taux est très lente. Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer tel que l'enclavement des zones, l'insuffisance de formation, le faible niveau d'instruction et des connaissances et la manque de moyens pour alimenter et couvrir les villages dispersés qui obligent encore la population à recourir aux eaux provenant des rivières.

Dans ce cas, le programme d'adduction d'eau potable est considéré comme important surtout en milieu rural en se référant aux données ci-dessus. Ainsi, le FID intervient sur la facilitation de l'accès en eau potable par le financement des constructions des puits. En analysant les impacts de ce programme, on peut dire que le FID a une importance sociale.

§5-Le redressement des dégâts cycloniques

Chaque année, Madagascar est traversée par des cyclones. Nous connaissons leurs dégâts. Le FID est impliqué dans le redressement de ces dégâts. L'identification des zones sinistrées sera effectuée par le BNGRC. Les communes sont classées en trois catégories suivant le degré et l'importance des dégâts occasionnés par le passage du cyclone :

- ~ Fortement touchées ;
- ~ Moyennement touchées ;
- ~ Faiblement touchées.

Une mobilisation et une concertation avec les forces vives et les ONG locales sont primordiales au niveau des identifications et définitions des zones d'intervention. Sur la base des zones d'intervention identifiées par le BNGRC, le FID en collaboration avec des ONG et d'autres partenaires procèdera à l'évaluation des dégâts. Dans ce programme, on a trois types d'intervention :

-Filet de sécurité : constitué par la réalisation de travaux HIMO sous forme de vivre contre travail ou salaire journalière pendant une période déterminée.

-Réhabilitation ou Reconstruction des infrastructures : le FID accorde une priorité aux infrastructures sociales, économiques et productives.

-Renforcement des capacités : le FID intervient en période cyclonique par des campagnes d'Information Education Communication pour l'entretien et la pérennisation des infrastructures réhabilitées et reconstruites.

En période post-cyclonique, le FID intervient sur les campagnes thématiques. Il s'agit de sensibiliser et d'informer les populations sur les diverses précautions et mesures à prendre dans la lutte contre les maladies.

§6- La protection environnementale

La collaboration des communes bénéficiaires et le FID exige un minimum de respect de l'environnement, ce qui est d'ailleurs une des conditions nécessaires pour obtenir un financement. Par ailleurs, il est stipulé dans l'accord entre les communes et le FID. En plus, le FID offre des cycles de formations pour l'intégration environnementale. Ce cycle de formation est centré sur :

- ~ Les appels à consultation publique des dispositions de sauvegarde environnementale pour les infrastructures rurales ;
- ~ L'émission des manuelles de procédures environnementales relatives aux infrastructures rurales ;
- ~ La formation des communes, communautés de base et partenaires techniques sur le respect des normes environnementales ;
- ~ Le reboisement en amont du bassin versant ;
- ~ La mise en place du programme protection sociale.

Section II-L'APPORT ECONOMIQUE DU PROJET

Le FID contribue au développement économique en améliorant la qualité des services, et l'accès des populations bénéficiaires aux services fournis par les infrastructures de base sociales et économiques financées. Mais il assure également son insertion politico-économique en se conformant à la politique de décentralisation effective de l'Etat qu'est « La commune comme base de tout développement ».

En plus, Il est maintenant admis que la distinction entre développement économique et développement social n'est plus défendable, même du strict point de vue de la productivité et du profit. Pourtant, le développement est souvent envisagé essentiellement sous l'angle économique car la réalisation des nombreux objectifs sociaux suppose d'importants changements économiques. Alors, on va voir un à un les effets économiques induits par ce projet.

§1-L'accès au marché

L'obstacle le plus important pour les paysans à s'intégrer à l'économie de marché tient sans doute aux difficultés d'accès aux marchés. Aux manques d'information et capacité de négociation avec les opérateurs économiques s'ajoutent les problèmes des infrastructures rurales (exemple : lieu de marché, abattoir). Le marché est un lieu où s'échangent les produits. Sur le marché, on a découvert les effets de la loi de l'offre et de la demande sur la fixation de prix.

Dans une organisation socio-économique, le marché et ses lois régissent les échanges. La majorité des prix sont déterminés librement par confrontation de l'offre et de la demande sur

des marchés décentralisés. En plus, c'est le marché qui réalise l'affectation des ressources entre la place des individus au sein d'une hiérarchie sociale.

En effet, le lieu du marché a un rôle important dans le développement local vu son impact social et économique. La mise en place d'un marché au niveau local est considérée comme une politique de relance économique d'une part et facteur des échanges des produits d'autre part.

La première explique que l'existence d'un marché accroît les recettes communales par l'élaboration et la mise en œuvre des impôts ou taxe sur le marché. Ce dernier va donc devenir une relance économique pour la commune en favorisant de l'investissement puisque l'accroissement du revenu entraîne progressivement une variation relative de l'épargne et cette épargne sert pour financer l'investissement. D'après notre enquête menée sur terrain, après la mise en place d'un marché dans une commune, la recette est améliorée.

La seconde explique que l'existence d'un marché incite les paysans à produire d'avantage. S'il n'y a pas de marché, c'est rien. En plus, l'essor économique s'accompagne habituellement de l'élargissement et du perfectionnement de ce réseau de marchés ruraux et celui-ci exerce à son tour une influence importante sur la productivité agricole.

En absence de marché, les collecteurs profitent les paysans en achetant à bas prix les produits. En plus, en transportant les produits vers d'autre marché entraîne l'augmentation des coûts, tous cela a une influence sur le prix. On sait que le prix est aussi fonction des coûts.

En effet, c'est un manque à gagner pour les producteurs. Cela entraîne l'existence d'un marché imparfait. Alors, cela explique l'importance de l'existence du marché au niveau local.

Enfin, la mise en place d'un marché est un des facteurs motivant les paysans à produire d'avantage, contribue à l'incrémentation des échanges économiques et à la réalisation d'une forte croissance économique au niveau des communes.

§2-Les entretiens et constructions des réseaux (pistes, ponts)

Les coûts du transport constituent un obstacle à l'exploitation de l'économie d'échelle. L'absence de bonnes routes ne fait que freiner, voire empêcher l'acheminement des produits agricoles à cause du coût trop élevé du déplacement. Effectivement, d'importante zone productive de la région est totalement dépourvue de routes et reste isolée du monde extérieur pendant la saison de pluie, ce qui empêche le marché local de fonctionner. Ce type de

contrainte ne peut pas facilement se spécialiser dans de cultures destinées à la vente dans des grandes villes ou à l'exportation. Nous avons vu le district d'Ikalamavony, il occupe presque la moitié de la superficie de la région mais de faible densité de population. C'est à cause du déficit en matière d'infrastructure surtout les pistes rurales.

En effet, la mise en place de la politique pour le développement de transport en milieu rural consiste à l'amélioration de l'accès des populations rurales aux marchés et aux services socio-économique dans le but de développer les activités productives et d'améliorer en conséquence leurs revenus, leurs conditions de vie contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté¹. Alors, pour la construction des routes ou des pistes rurales, la politique élaborée ici a pour objectif principal :

- ~ De renforcer la croissance;
- ~ D'améliorer la répartition de ses fruits ;
- ~ D'accélérer le désenclavement ;
- ~ Enfin, de faire reculer durablement la pauvreté.

En effet, ce programme apporte des initiatives locales de la population paysanne. En plus, il peut contribuer à l'amélioration des différents agrégats économiques.

§3-L'effet sur l'emploi

La réalisation de ce projet entraîne un grand changement au niveau de l'économie local. Ces modifications seront positives dans la mesure où le projet sera avant tout créateur d'emploi. Les effets induits, notamment les richesses qu'il générera, contribueront à la redynamisation de l'économie locale dont certains qualifient de assoupie.

On sait que la création d'emploi est un moyen de relancer la croissance économique. En partant de l'idée que la croissance est essentielle pour la création d'emploi et que celle-ci soit productive et rémunératrice à grande échelle est à la fois un objectif essentiel en soi ; s'ajoutant aux autres avantages d'une croissance économique rapide, soutenue et humaine ; et pour la réduction de la pauvreté, la création d'emploi doit être au cœur même de toute stratégie de développement humain.

¹ Déclaration de politique et stratégies de transport en milieu rural pour Madagascar, Gouvernement Malagasy, Mai 2001, p.2

De plus, compte tenu des définitions générales du chômage et de la pauvreté ; qui suggèrent que s'orienter vers un plein emploi authentique implique plus que simplement créer des emplois dans le secteur formel.

Cet effort doit être accompagné de tout un ensemble d'initiatives plus larges visant d'une part, à assurer des emplois qui utilisent pleinement les capacités humaines et favorisant le respect de la dignité humaine et d'autre part, à répondre aux aspects non monétaires de la pauvreté, tels que le manque de représentation en terme de pouvoir et l'exclusion sociale.

De plus, la théorie du développement et l'expérience pratique soulignent maintenant que ces considérations plus larges ont également une importance critique pour assurer une croissance économique rapide et soutenue.

Sur cette base, il n'y a pas de contradiction entre le développement économique à proprement parler et les politiques et objectifs du développement humain. Au contraire, les deux se renforcent mutuellement. Alors, la création d'emploi a un effet sur le mécanisme du développement économique.

On va voir comment ce projet agit sur la création d'emploi au niveau local.

A. La création d'emploi par le FID

Le FID facilite aussi l'emploi par ses partenariats avec les autres organisations. Les partenaires du FID sont les communes ; les partenaires relais ; bureaux d'études et les ONG, de préférence ceux implantés dans la région considérée. Elles facilitent la réalisation, le fonctionnement et l'entretien des sous-projets financés par FID.

Dans l'exécution de ses fonctions, le FID requiert l'avis du comité consultatif régional sur le choix du projet, permettant ainsi de vérifier la conformité du choix aux exigences de la politique sectorielle.

L'environnement du FID, sur le plan relationnel se résume ainsi :

- ~ Clients : communes – associations
- ~ Fournisseurs (partenaires) : Les entreprises – Les bureaux d'études – Les consultants
- ~ Fournisseurs d'exploitation (fournitures de bureau et d'entretien – prestataires de services).

D'après ce qui précède, on a vu que le FID ne peut pas travailler tout seul. Cela signifie qu'il rend actif les autres facteurs de développement en donnant des travaux aux entreprises et aux autres associations. En plus, les entreprises utilisent aussi des mains d'œuvres et des techniciens pour la réalisation des travaux. En effet, on a une création d'emploi qui est considérée comme facteurs de développement économique. Ici, on a confirmé le rôle des entreprises.

Voilà d'une part, mais d'autre part l'importance des travaux HIMO financés par le FID dans la composante protection sociale est considérable.

Pour améliorer de manière durable la situation de la région, les populations pauvres ont besoin d'avoir accès à des emplois rémunérés ou à des ressources productives.

Les emplois n'entraînent souvent qu'une faible amélioration de leur situation à long terme. Une contribution beaucoup plus importante à leur bien-être peut être apportée par des investissements créant des emplois et des infrastructures de base (routes, fourniture d'eau, logements et écoles). Beaucoup de projets sont à haute intensité d'équipement et font fréquemment appel à des entrepreneurs étrangers. Cela peut s'avérer nécessaire pour les projets concernant les autres infrastructures. Mais il existe d'autres solutions fondées sur une utilisation intensive de la main-d'œuvre locale qui présente de grands avantages pour la population locale, notamment pour les projets d'infrastructures de base.

B. Le HIMO

Le programme d'investissement à HIMO¹ a été mis en place à partir des années 1970 en tant qu'éléments partiels, mais essentiels, de la réponse à la détérioration de la situation de l'emploi dans les pays en développement. Dans ce projet, on a réalisé des investissements à la création d'infrastructures et à leur entretien. Son but est d'influencer les politiques d'investissement dans le secteur BTP² et de pour obtenir un impact plus important sur la création d'emploi durable dans la limite des ressources d'investissement existantes. Ils contribuent aussi à créer un savoir faire local dans le secteur du BTP en formant et développant des entreprises du BTP (bureau d'étude, PME,...) capable de concevoir et de réaliser des travaux de construction et d'entretien des routes avec un fort pourcentage de main d'œuvre et d'utilisation des matériaux locaux. Les projets HIMO permettent également

¹ Haute Intensité de Main d'œuvre

² Bâtiment et travaux publics

d'introduire de manière progressive mais concrète les normes fondamentales en ce qui concerne la protection des travailleurs. En outre, au niveau communautaire, les investissements dans les infrastructures de base telles que les routes rurales contribuent largement à améliorer les conditions de vie et de travail des populations pauvres.

En utilisant un modèle macroéconomique pour mesurer l'impact des projets d'investissement HIMO sur l'économie, une étude a évalué les effets différentiels de l'approche HIMO par rapport à l'approche à haute intensité d'équipement sur les principales variables économiques, c'est-à-dire la production, la consommation, l'emploi, les finances publiques, le commerce extérieur. Cette analyse fait clairement ressortir la supériorité de l'approche HIMO, qui est de 30 à 80 % moins coûteuse, crée deux fois et demi plus d'emploi, accroît deux fois et demi le revenu national et la consommation des ménages, économise 30 % des besoins en devises et renforce la solidarité populaire.

§4-Le développement rural

En parlant du développement rural, on pense tout de suite au secteur agricole. Cet axe porte sur la sécurité alimentaire et l'environnement. Sur ce volet, le FID ne participe directement au processus de développement rural mais à partir du financement des infrastructures et la formation pour renforcer la capacité productive dans les zones rurales.

Le développement rural constitue une priorité nationale, tel qu'il est dit dans le plan de développement économique et social. En plus, le monde paysan a été une des premières catégories sensibilisées à la nécessité de maîtriser le développement.

Malgré ses multiples potentialités, le monde rural est resté pendant longtemps en marge des changements significatifs depuis l'indépendance. En dépit des efforts, qui ont été consentis pour améliorer les conditions de vie des populations, le monde rural demeure encore marqué par la pauvreté et la précarité. En effet, la pauvreté demeure essentiellement un phénomène rural dans la mesure où la majorité des pauvres y vivent (plus de 80% pour la région Haute Matsiatra). Cette précarité est accentuée par le déficit en matière d'infrastructures et des services sociaux de base (écoles, hôpitaux, routes, marchés.....).

Partant de ces constats, et à la lumière des expériences menées en matière de développement agricole et rural, on a un bon résultat.

Comme la région Haute Matsiatra a accordé la priorité au développement du secteur agricole, ce choix stratégique partait de quelques constats liés à :

- ~ la vocation agricole de la région ;
- ~ la proportion importante de la population vivant de l'agriculture.

L'accroissement de la production agricole devrait répondre à la satisfaction grandissante de la population en denrées alimentaires et améliorer les revenus des agriculteurs. Cependant, cet accroissement de la production agricole est tributaire de la promotion des populations rurales et des moyens de production dans le cadre d'une vision globale du développement rural. Dans ce sens, de grands efforts ont été déployés en matière d'aménagement rural (comme les routes et les chemins hydro- agricoles).

Ainsi, la politique poursuivie en matière d'irrigation fondée sur l'aménagement et la mise en valeur des périmètres irrigués a permis d'enregistrer des projets notoires grâce à la sécurisation des productions, à l'intensification et à la diversification des cultures sous irrigation. Plus que tout autre investissement agricole, l'irrigation joue un rôle capital dans l'entraînement des autres activités à l'amont et à l'aval de la production agricole. L'irrigation contribue, ainsi, à l'essor des diverses entreprises et activités prolongeant et accompagnant l'irrigation. L'aménagement hydro- agricole a montré des résultats tangibles en matière de développement rural, notamment :

- ~ L'amélioration des revenus des agriculteurs et des conditions de vie des populations rurales ;
- ~ La création d'emplois ruraux ;
- ~ La réduction de l'exode rural ;
- ~ Le désenclavement des zones aménagées ;
- ~ L'accès aux services de base qui couvrent une superficie susceptible d'être améliorée.

L'intégration des actions socio-économiques revêt une importance particulière pour lever les contraintes actuelles liées aux sous-équipements des zones dont les infrastructures de base et socio-éducatives sont insuffisantes (telles que les routes, l'eau potable, la santé et l'éducation). Ces contraintes limitent à la fois l'amélioration des conditions de vie des populations rurales et l'accroissement de la productivité agricole de ces périmètres¹.

¹Prise en compte des stratégies d'aménagement rural dans les documents de stratégie sur la réduction de la pauvreté ou dans d'autres documents de stratégie relatifs à l'économie ou au développement, Coordonnateur national : Ministère de l'Agriculture, Maroc, 1999

En effet, les niveaux actuels de couverture des besoins et de desserte des populations de la région sont relativement bas. Les périmètres sont fortement enclavés et des pistes existantes sont mauvais état, faible proportion de la population de la région disposent de système d'alimentation en eau potable. Le centrage du développement rural sur les paramètres d'irrigation des petites et moyennes hydrauliques se justifie également par la recherche de l'amélioration de l'efficacité d'ensemble des investissements consentis et de la maximisation des effets de synergie entre les différentes actions, qui relèvent du développement agricole et du développement rural.

Cette intervention du FID a apporté des effets positifs dans le développement rural. Ceux-ci concernent la réduction des coûts des interventions, la durabilité de l'accroissement des revenus des populations, l'induction d'une demande solvable en services socio-économiques et la cohérence globale de l'aménagement de l'ensemble des équipements et des infrastructures. En effet, elle participe à la sécurisation alimentaire et à l'accroissement de la production qui induit une variation sur les ressources paysannes.

A. L'intervention contre l'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire à Madagascar se caractérise par des situations contrastées, avec des niveaux de types et de risques différents.

Actuellement, une proportion de la population souffre encore de l'insécurité alimentaire chronique, alors qu'un ménage sur deux connaît une insécurité alimentaire temporaire ou saisonnière, qui se manifeste durant quelques mois au moment de la période de soudure pour la région Haute Matsiatra¹. Le tableau ci-après peut montrer cette situation :

Tableau n° XIV : Taux de prévalence de l'insécurité alimentaire

District	Insécurité alimentaire chronique	Insécurité alimentaire saisonnière
Isandra, Vohibato, Lalangina	10 à 17%	46 à 62%
Ambalavao	10 à 17%	36 à 46%
Ambohimahaso	10 à 17%	36 à 46%
Ikalamavony	Inférieur à 3%	24 à 36%

Source : PRD Région Haute Matsiatra 2005

¹ SIRSA : Atlas des données structurelles concernant la sécurité alimentaire. Région Haute Matsiatra, mars 2006, p 34.

Le risque d'insécurité alimentaire peut être lié à la fréquence des aléas de types agro-climatiques (exemple : cyclone). C'est un risque global qui touche l'ensemble de la population des zones frappées. Sur ce problème, le FID a déjà intervenu par la mise en place du programme protection sociale pour éviter que les zones les plus pauvres et vulnérables soient encore touchés. Cela concerne la population à risque. Enfin, certaines zones sont soumises à des gros aléas économiques.

Le FID attribue un rôle primordial au développement rural et à l'augmentation des revenus agricoles. Pour ce faire, il est nécessaire de susciter l'adhésion et la mobilisation de tous les acteurs, gage de l'appropriation des actions et des résultats par la population en vue de promouvoir une croissance économique à base sociale élargie. Cette vision converge avec la collaboration de communes qui vise le décloisonnement des sous secteurs du développement rural, l'implication des acteurs, la prise en compte des besoins émanant de la région et la mise en cohérence de toutes les actions.

Les conditions du succès durable dépendent notamment de la politique d'information et du suivi d'impact. En général, il apparaît un manque de données de base sur le secteur rural et la sécurité alimentaire, et que les peu d'informations dont on dispose proviennent des sources dispersées, avec des approches différentes et ont des problèmes de représentativité et de fiabilité. De plus, leur exploitation et surtout leur utilisation en termes d'aides à la décision pour orienter les actions du développement rural restent en général très insuffisantes.

C'est pour appuyer ce dernier que le FID a inscrit dans le cadre de son programme l'appui au développement rural et à la sécurité alimentaire par le financement des projets de développement communautaire.

Le projet FID permet donc d'une part d'augmenter l'accessibilité et la transparence de l'information et d'autre part de renforcer les capacités d'analyses ex-ante et l'impact, en appui aux autorités locales et régionales, ainsi qu'aux instances consultatives pour le pilotage des opérations de développement rural et de sécurité alimentaire.

B. Le développement rural par l'accroissement des produits agricoles

L'économie de la région Haute Matsiatra est basée sur la production agricole. L'accroissement de ce produit est alors un des facteurs de relance économique. Le FID n'intervient directement mais en finançant les infrastructures tels que les MPI, les magasins de stockages et les marchés.

L'impact économique dans ce domaine n'est pas encore tangible, mais susceptible d'avoir un aspect positif ultérieurement si on tient compte de l'augmentation de production de riz et d'une extension permise des surfaces irriguées par les aménagements. D'après notre enquête, la mise en place des MPI en milieu rural permet d'augmenter de plus de 80% la production rizicole de la région car il y avait deux récoltes annuelles par opposition à un seul au paravent et en plus on peut étendre la superficie cultivée.

La nouvelle conception des approches en aménagements des périmètres irrigués fait appel souvent à des adaptations spécifiques car l'aménagement à réaliser vient se greffer sur une infrastructure existante conçue et exploitée par les usagers en fonction de contraintes sociales déterminées et des systèmes de droits d'eau complexes. Les études d'aménagement des périmètres fournissent l'occasion :

- ~ De préciser les conditions d'amélioration de l'efficacité des aménagements existants, d'évaluer les solutions techniques de leur modernisation et de définir avec les bénéficiaires et leurs associations le programme des travaux et les modalités de leur financement ;
- ~ D'identifier les améliorations possibles dans la conduite des irrigations ainsi que les possibilités d'introduction d'innovations technologiques collectives ou individuelles ;
- ~ D'examiner les conditions d'évolution des productions irriguées et évaluer les gains de revenu agricole du périmètre du fait des aménagements, de l'introduction à préconiser de nouvelles productions et d'amélioration d'ordre agricole ou commercial.